RESOLUTION N° AGN/45/RES/10

OBJET :

FRAUDES INTERNATIONALES ET
CRIMINALITE DES AFFAIRES
(Y COMPRIS LES INFRACTIONS
ECONOMIQUES).

CLASSEMENT DE CETTE RESOLUTION :

1 exemplaire dans le CLASSEMENT
CHRONOLOGIQUE à l'année 1976

1 exemplaire dans le CLASSEMENT
MATIERE

dans la rubrique : Infractions
économiques - Criminalité des
affaires - Fraudes et infrac-
tions fiscales

à la sous-rubrique : Résolutions
à portée générale.

TEXTE DE LA RESOLUTION

L'Assemblée Générale de l'O.I.P.C.-INTERPOL, réunie en sa 45ème session à ACCRA, du 14 au 20 octobre 1976,

AYANT PRIS CONNAISSANCE du rapport N° 5 présenté par le Secrétariat Général et intitulé "Fraudes internationales et criminalité des affaires",

AYANT ENTENDU le rapport du Président de la Commission d'experts créée par l'Assemblée Générale de l'O.I.P.C.-INTERPOL lors de sa 44ème session afin d'examiner le rapport susmentionné,

AFFIRMANT A NOUVEAU que les fraudes internationales et la criminalité des affaires (y compris les infractions économiques), étant donné leurs conséquences graves et leurs importantes répercussions, sont une source de grande préoccupation pour tous les pays membres, ainsi que l'a souligné la résolution N° AGN/44/RES/4, adoptée à l'unanimité par l'Assemblée Générale en sa 44ème session à Buenos Aires (1975),

CONVAINCUE que la coopération policière sur le plan international constitue une nécessité absolue dans la lutte contre cette criminalité,

RECONNAISSANT que la coopération policière en la matière s'inscrit dans le cadre d'une coopération internationale plus vaste, pour laquelle l'action policière a besoin d'une coopération au niveau judiciaire et diplomatique, afin d'aboutir à des résultats satisfaisants,

CONSTATANT que les instruments juridiques internationaux et nationaux sont souvent contradictoires et insuffisants pour promouvoir la coopération internationale en matière de fraudes internationales et de criminalité des affaires (y compris les infractions économiques),

ESTIMANT que la coopération internationale en ce domaine est indispensable et doit être développée et facilitée;

ADOPTE les recommandations annexées à la présente résolution;

DEMANDE aux Bureaux Centraux Nationaux de l'O.I.P.C.-INTERPOL :

- a) de soumettre ces recommandations aux autorités compétentes de leurs pays respectifs;
- b) de faire tout le possible pour mettre en oeuvre celles des recommandations dont l'application relève de leur compétence;
- c) d'attirer l'attention de leurs gouvernements sur les avantages, du point de vue de l'application de la loi pénale, qui résulteraient de :
 - i) la négociation en vue d'améliorer et d'étendre les voies de coopération en matière de fraudes internationales et de criminalité des affaires (y compris les infractions économiques);
 - ii) l'harmonisation des lois et des réglementations dans ce domaine.

- a) Inclusion des infractions économiques, et fiscales assimilées à ces infractions, dans les traités, accords internationaux et lois internes régissant l'extradition et l'entraide judiciaire en matière pénale, en tenant compte des problèmes soulevés par la difficulté de se procurer des renseignements sur les fonds obtenus au moyen d'infractions commises dans un pays et dissimulés dans un autre pays.
- b) Examen des possibilités d'améliorer la coopération internationale, en particulier en matière d'infractions économiques, et fiscales assimilées à ces infractions, en vue de conclure des accords bilatéraux qui pourraient aussi tenir compte des problèmes soulevés par le secret bancaire.
- c) Examen de la législation nationale, pour en dégager les omissions et les déficiences en vue de conférer une autorité légale suffisante aux services compétents en matière d'infractions économiques et fiscales; ainsi la police sera en mesure de traiter les infractions économiques et fiscales avec des pouvoirs équivalents à ceux dont elle dispose en matière de criminalité générale.

- d) Octroi, aux autorités compétentes du pays requis, de la possibilité d'obtenir des banques et autres institutions financières, sous couverture judiciaire, les éléments de preuve dont elles disposent, dans la mesure où ces éléments sont nécessaires à la conduite d'une investigation sur une infraction commise dans le pays requérant.
- e) Acceptation générale du principe que, en matière de répression d'infractions économiques, l'O.I.P.C.-INTERPOL et ses Bureaux Centraux Nationaux mettent les facilités offertes par l'INTERPOL également à la disposition des services répressifs compétents autres que la police.
- f) Encouragement à donner aux Bureaux Centraux Nationaux - INTERPOL pour qu'ils apportent, s'ils l'estiment opportun, leur coopération aux autres Bureaux Centraux Nationaux - INTERPOL, même dans le cas où l'infraction motivant la demande d'entraide ne serait pas punissable dans le pays requis - si elle y avait été commise -, du moins lorsque l'acte d'entraide n'implique pas l'exercice d'un pouvoir coercitif.
- g) Mise en valeur, dans les demandes d'entraide internationale, des faits et détails susceptibles d'entraîner, dans le pays requis, l'interprétation de l'acte commis dans tout sens pouvant faciliter la coopération internationale.
- h) Reconnaissance de la nécessité d'une compétence professionnelle spécialisée pour effectuer les enquêtes sur les fraudes internationales et les infractions commerciales et économiques; dans ce but, des services spécialisés pourraient être créés dans les pays où cela s'avérerait nécessaire.
- i) Reconnaissance de la nécessité de réviser en permanence le fonctionnement des organismes chargés d'appliquer les lois et règlements relatifs au contrôle exercé, sur le plan national, en matière économique et fiscale, ainsi que de la nécessité de prendre les mesures propres à améliorer les procédures en vigueur et l'efficacité du personnel, afin de rendre plus difficile de commettre des fraudes internationales et des infractions commerciales et économiques.